



Lundi 10 mars 2014

## *Faire entendre la voix de l'opposition ouvrière au gouvernement*

Avec le « Pacte de responsabilité » qui va permettre aux patrons de toucher 30 milliards d'euros d'aides supplémentaires, sans même s'engager à créer le moindre emploi, la coupe est pleine. Ce pacte entre Hollande et le Medef suscite l'écœurement chez les salariés. Ce gouvernement, comme le précédent, a pour unique préoccupation de trouver comment verser toujours plus de subventions aux grandes entreprises. Il peut ensuite nous chanter le refrain habituel : « *les caisses de l'État sont vides, il faut faire des sacrifices* ». Elles sont vidées par un virement permanent vers les comptes des plus riches. Ce sont ces mêmes grandes fortunes qui annoncent jour après jour le licenciement de milliers de salariés ici et là pour augmenter encore leurs profits.

Il est temps de faire entendre notre colère et de saisir les occasions de l'exprimer. Les élections municipales en sont une, du moins là où des listes exprimant l'opposition du monde du travail au gouvernement se présentent.

Les politiciens de droite ou du PS et apparentés, qui se présentent un peu partout pour conserver ou prendre un fief municipal, tentent de faire croire qu'il y aurait un enjeu pour nous à leur élection. C'est complètement faux, puisque les moyens dont dispose une mairie dépendent de ce que l'État lui alloue comme financement. Au moment où toutes les mesures gouvernementales sont prises pour nous serrer la ceinture, il est évident que dans le domaine du logement ou des services publics, les moyens sont et seront insuffisants.

### *Refusons la politique pro-patronale du gouvernement*

Partout où c'est possible, pour refuser ce chantage à la « crise », il faut voter pour des listes qui mettent en avant les intérêts des travailleurs et de tous ceux qui sont privés d'emplois : celles présentées par le Nouveau parti anticapitaliste ou par Lutte ouvrière. C'est une manière d'exprimer notre refus de la politique pro-patronale menée par la gauche gouvernementale comme par la droite, tout comme notre refus de la démagogie d'extrême-droite, qui ne vise qu'à dresser les travailleurs les uns contre les autres : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, précarisent et suppriment des postes !

*Les listes du NPA et de LO défendent des revendications d'urgence pour tous, entre autres :*

- Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous avec maintien du salaire.
- Augmentation des salaires de 300 € mensuels pour tous ; pas de salaires inférieurs à 1700 € nets.
- Arrêt des subventions à fonds perdus aux entreprises privées, sous prétexte de création d'emplois qu'on n'a jamais vus et ne verra pas ; mais créations des emplois indispensables dans les services publics.

*Ces mesures n'ont rien d'utopique.* Elles permettraient aux travailleurs de traverser la crise en la faisant payer à ceux qui s'enrichissent sur le dos des couches populaires. Il s'agit de prendre l'argent où il est : dans la poche des gros actionnaires, des prédateurs du CAC 40.

*Bien sûr, aucune élection ne permettra cela.* C'est pourquoi le programme défendu par les listes NPA ou LO est un programme de lutttes, mieux, un programme d'unification de nos lutttes qui actuellement restent encore dispersées.

C'est la classe des travailleurs qui fait tourner l'économie et qui organise tout ce qui est nécessaire à la société. C'est elle qui par ses lutttes peut inverser le rapport de forces avec les patrons et le gouvernement. Il est temps de nous préparer, bien au-delà des élections, aux combats indispensables.

*Voter pour ces listes du NPA et de LO, c'est renforcer tous ceux qui refusent de baisser la tête et de se résigner, tous ceux qui se battent contre l'exploitation.*

***Ils nous donnent des miettes : on n'est pas des pigeons***

La direction vient de nous communiquer le montant de l'intéressement cette année, soit 0 euro, et 23 euros brut en moyenne pour la participation.

Avec le blocage des salaires que nous subissons en plus, cette nouvelle a dégoûté de nombreux collègues. Pour imposer un repartage des profits, il faudra autre chose que leurs primes bidons : un vaste coup de colère.

***Un sale air***

Zéro pointé pour les augmentations générales en 2014 comme en 2013, ça on savait déjà. Pour les augmentations individuelles et promotions le budget a été annoncé le 6 mars dernier. Il passe de 1% à 0,41% cette année pour les ouvriers et les employés. Les TAM se sera 0,51%. Autant dire que c'est peau de balle pour la majorité des salariés. Et insulte suprême la direction a le culot de dire que les augmentations des primes d'anciennetés sont à considérer comme des augmentations individuelles.

Les 70 millions d'euros mis de côté pour les retraites chapeaux pour les 6 plus gros dirigeants du groupe doivent revenir à chacun d'entre nous.

***Fractionnement : les manœuvres patronales***

À PSA Caen, les syndicats avaient rejeté le fractionnement des congés. Pas contente du tout, la direction a fait revoter, prétextant que certains votants n'avaient pas bien compris la question ! La direction a finalement obtenu le revirement de quelques délégués complaisants, mais elle a aussi réussi à faire tripler le nombre d'ouvriers au débrayage : 150 entre les deux votes. Parfois des victoires patronales peuvent aussi sonner comme des veilles de défaites...

A Trémery, un vote majoritaire a permis aux salariés de conserver leurs 4 semaines. Avec cette question des congés, la direction a suscité plus de remous qu'elle ne l'escomptait.

***Retour de bâton***

A Mulhouse la direction a dévoilé son plan d'attaque sur le temps de travail : réduction des temps de pause de 7 minutes, augmentation des séances de travail avec possibilité d'over-time de 10 minutes supplémentaires pour chaque équipe. Pour l'instant PSA teste son plan sur Mulhouse et Trémery... pour mieux l'imposer après sur tous les sites. C'est ce qu'ils appellent la flexibilité, qu'ils se méfient car ce qui est flexible peut à tout moment revenir violemment à la figure !

***Jeunes travailleurs en lutte***

A Saint-Ouen, le foyer de jeunes travailleurs Cara est menacé de fermeture depuis quelques mois pour un projet immobilier. La municipalité n'a, pour l'instant, pas exprimé d'opposition majeure à ce projet qui prévoit de construire à la place du foyer un hôtel chic, certainement parce que la maire elle-même est impliquée en tant que

présidente de l'association qui gère le foyer. Plusieurs jeunes en situation précaire ont déjà été expulsés du foyer et ce sont plus de 130 personnes qui sont menacées. Ces jeunes se sont organisés en collectif pour s'opposer à leur expulsion, ils ont besoin du soutien de tous.

***Aulnay, c'est pas fini***

Ils dénoncent un « licenciement injustifié », « des conditions de travail dégradantes » ou « l'absence de travail » pour pousser les gens à partir... Bref les conditions insultantes qu'ils subissent depuis maintenant près d'un an à l'usine d'Aulnay. La semaine dernière, le tribunal des prud'hommes de Bobigny a commencé à recevoir les quelques 300 salariés ayant déposé un dossier.

Pendant ce temps, PSA fanfaronne d'avoir reclassé 90 % du personnel... un poisson d'avril ? A l'usine, les faits parlent d'eux-mêmes, et les syndicats attendent « plusieurs centaines de lettres de licenciement » pour le 1<sup>er</sup> avril prochain...

***En grève le 18 mars !***

Le « pacte de responsabilité » du gouvernement Hollande-Ayrault, c'est 30 milliards d'euros de cadeaux au patronat sous forme d'exonération de cotisations sociales sans condition, et 50 milliards de coupes budgétaires. C'est-à-dire des suppressions de postes et de moyens pour les hôpitaux, les écoles et autres services publics indispensables.

La CGT, la FSU, FO et Solidaires appellent tous les travailleurs à faire grève et à manifester le 18 mars. Il ne suffira pas d'une seule journée de mobilisation pour faire reculer le gouvernement ; il faudra une mobilisation générale plus longue. Mais cette journée est une occasion de dire tous ensemble, notre refus de ce plan d'attaques contre les travailleurs. Et ce sera aussi un bon moment pour discuter entre collègues de la riposte nécessaire qu'il faudra construire pour se défendre contre tous les sales coups qu'assènent le patronat et le gouvernement en ce moment.

***Egypte : derrière al-Sissi, les amis de Moubarak***

Ils s'affichent de nouveau aux premières loges sous le regard bienveillant du maréchal al-Sissi, candidat à la présidence : Ibrahim Mehleb, ex-membre du parti de Hosni Moubarak, nommé Premier ministre de l'actuel gouvernement ; des anciens caciques de l'ère Moubarak financent de nouvelles chaînes de télévision, lancent des magazines et parlent affaires avec les autorités. Le général-maréchal que les médias et bien des intellectuels présentaient comme l'ami du peuple remet en place les suppôts de l'ancien dictateur tout en réprimant brutalement les jeunes à l'origine de la révolution et en tentant d'écraser toute contestation sociale.

Il n'y a pas plus criminelle entourloupe que faire croire qu'on peut compter sur l'armée et ses généraux pour en finir avec une dictature.